

Ecologie: terres à prendre et nouvelles zones à défendre

PAR JADE LINDGAARD
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 8 FÉVRIER 2021



Sur la ZAD du triangle de Gonesse, le 7 février 2021 (JL).

Une occupation a démarré sur le triangle de Gonesse dimanche 7 février pour empêcher la construction d'une gare du Grand Paris. Des collectifs protestent contre les « saccages » que vont causer les Jeux olympiques de 2024. Ces luttes ont en commun la défense de terres contre des projets d'aménagement.

Un brasero, des cabanes en cagettes, des pousses de bambous pour les décorer, un barnum pour s'abriter, une banderole « *Oui aux terres de Gonesse. Résistance* », des tentes et des bottes maculées de boue : une occupation du triangle de Gonesse (Val-d'Oise) a démarré au petit matin dimanche 7 février. Il y a même du papier peint à motif floral dans les toilettes sèches. Une quinzaine de personnes y ont passé la nuit, entre dimanche et lundi, selon un occupant.

Une petite centaine de personnes s'y affairaient à la mi-journée, dimanche : construction de cabanes et d'une cuisine, point juridique, info sur les passages de la police – déjà à cinq reprises en début d'après-midi. Juché sur un tas de poutres, Sylvain, du collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG), lit la déclaration d'occupation : « *Nous avons décidé de monter d'un cran dans l'action que nous menons depuis plusieurs années en occupant le triangle. Rejoignez-nous nombreux-ses, il est encore temps de se mettre autour d'une table pour discuter de l'avenir. Le triangle nous protège des canicules et peut nous nourrir. Nous le défendrons jusqu'au bout.* » Une femme bombe « ZAD » à la peinture jaune sur les

barrières qui entourent le terrain : une friche, qui sert de zone de stockage à une entreprise de BTP, où les travaux de la ligne 17 nord du métro du Grand Paris doivent démarrer d'un jour à l'autre.



Sur la ZAD du triangle de Gonesse, le 7 février 2021 (JL).

Les occupant-e-s demandent l'abandon de la gare « *Triangle de Gonesse* », car elle est prévue en plein champ, menace plusieurs hectares de terres agricoles et marquerait le départ de l'artificialisation de ces 280 hectares de terres – [lire ici notre enquête à ce sujet](#). La friche occupée par la ZAD du triangle de Gonesse appartient à l'EPFIF, l'agence foncière de la région Île-de-France, d'après le CPTG.

Le collectif n'est pas à l'origine de l'occupation mais la soutient, explique Bernard Loup, son co-fondateur : « *On a toujours dit qu'on ne savait pas occuper mais que si des personnes le faisaient, on les soutiendrait. Ici c'est une zone à défendre. C'est incompréhensible d'en arriver là, à occuper ce terrain, alors que la société du Grand Paris ne veut même pas de cette gare. Le problème, c'est le gouvernement qui ne décide pas quoi faire.* » Sollicités par Mediapart dimanche après-midi, les services de Matignon et du ministère de la transition écologique n'ont pas réagi.

« *C'est un lieu emblématique et un moment stratégique*, explique Aline, artiste, qui s'apprête à passer la nuit sur place. *C'est une bataille juridique ancienne, une victoire contre EuropaCity, il y a un vrai contre-projet, ces terres ont une qualité particulière. On n'est pas là par idéologie.* » Tout en parlant, elle cloue des planches pour consolider les toilettes sèches en construction à l'arrière du terrain. « *Le gouvernement ne donne pas de réponse ? On restera là jusqu'à l'abandon de la gare.* »

Jérémy, 30 ans, intermittent du spectacle, va, lui aussi, dormir sur le triangle, malgré le froid et la neige, pour s'opposer à « *la destruction de la nature par des projets qui servent le capital* ». Pour lui, « *c'est bien d'occuper le terrain. Ça fait longtemps qu'on dit que le jour où y aura besoin, on sera là. C'est ce moment-là* ». Il s'implique dans la lutte du triangle depuis un peu plus d'un an. Un mouvement accueillant, « *ouvert à tout le monde* ». Et en période de confinement, il a du temps : « *L'État fait en sorte que je ne travaille pas. Donc je suis là.* »

Sylvain, du CPTG, s'enthousiasme : « *Je crois que c'est la première ZAD en Île-de-France. C'est les 150 ans de la Commune cette année. Si on peut les fêter ici, c'est cool. Mais y aura besoin de beaucoup de monde.* »



Sur la ZAD du triangle de Gonesse, le 7 février 2021 (JL).

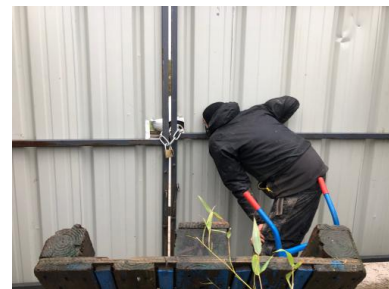
La veille, à Paris, une bonne centaine de personnes s'était rassemblée sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour dénoncer les « *saccages* » des Jeux olympiques de 2024 : destruction de jardins ouvriers à Aubervilliers ([lire ici notre enquête](#)), construction d'un échangeur autoroutier à proximité d'un groupe scolaire ([lire ici](#)), création d'un quartier sur le parc de la Courneuve. Sous la pluie gelée qui tombe drue sur les visages et les mains, une militante du collectif de défense des jardins des Vertus, à Aubervilliers, déclare : « *On ne laissera pas détruire 450 arbres fruitiers. Ils nous sous-estiment. On compte sur vous pour bloquer les bulldozers !* »

Sur les bords de la Loire, en face de la raffinerie de Donges, le site de la zone industrielle du Carnet (Loire-Atlantique) est occupé par une ZAD depuis août dernier. Barricades et cabanes ont essaimé sur l'asphalte d'un parc technologique, où une éolienne géante surplombe l'estuaire,

« *contre l'industrialisation massive* ». À Bure (Meuse), une nouvelle génération féministe, queer et intersectionnelle, redonne du souffle à la lutte antinucléaire et au rejet du centre d'enfouissement de déchets nucléaires, Cigéo. À l'automne 2020, des militant-e-s d'X/R ont tenté d'occuper le plateau de Saclay (Essonne) pour empêcher l'artificialisation de terres agricoles, *via* notamment une gare du Grand Paris.

Une écologie du rapport de force

Toutes ces luttes ont en commun la défense de terres – agricoles, nourricières ou en plus ou moins libre évolution – contre des projets d'aménagement. En réaction contre les discours creux et abstraits du gouvernement sur le climat, des personnes de générations et activités diverses défendent une vision concrète et matérielle de l'écologie, qui se soucie de chaque hectare condamnée à la bétonisation, s'attache au sol, veut se défendre contre la saturation de l'air par des polluants toxiques. Elles tirent d'autres leçons du Covid que celles du philosophe Bruno Latour, qui encourage à se sentir « *terrestre* », à « *atterrir* », c'est-à-dire à « *se localiser* » et à accepter de se sentir vulnérables, tout en se reliant à l'écosystème du vivant, dans une continuité vitale et incommensurable.



Sur la ZAD du triangle de Gonesse, le 7 février 2021 (JL).

Pour ces collectifs en lutte, les fronts sont plus spécifiques et bien plus rudes que le tableau dessiné par les anthropologues et philosophes qui concentrent leurs pensées sur les relations entre humains et non-humains, et qui, par leur point de vue général, peuvent sembler surplomber le chaos du monde. Depuis le triangle de Gonesse, Le Carnet, la forêt de Roybon, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ou les collectifs anti-saccages des JO, il y a des ennemis à combattre. C'est une écologie du rapport de force, et de la rupture,

en porte-à-faux avec le discours de la transition écologique, de l'économie circulaire, du verdissement de l'activité et du développement durable. « *À quoi ça sert de créer un jardin partagé dans un quartier quand cent autres sont ensevelis sous le béton ?* » demandait un militant associatif en quartier populaire, le 17 janvier, lors d'un rassemblement sur le triangle de Gonesse. « *Le Grand Paris et les JO 2024 sont nos ennemis. Nous sommes contre la bétonisation et la spéculation immobilière. On veut transformer nos villes, vivre autrement. C'est ça, la véritable écologie* », expliquait Samuel, de l'Autre Champ, une association de Villeteuse (Seine-Saint-Denis) qui s'occupe de jardins partagés et de cinéma.

« *La concentration de moyens en Île-de-France dépossède les autres régions. Ce n'est pas juste. Contre cela, il faut défendre l'égalité territoriale et la résilience alimentaire. Il faut travailler chacun sur son territoire mais ensemble* », dénonçait de son côté Sabrina, du collectif Cessez la ligne 18, à Saclay.

Devant la mairie de Paris, le 6 février, Saccage 2024 a dénoncé l'extractivisme symbolique de la capitale. C'est une nouvelle forme de critique des Jeux olympiques, qui porte sur leur « *héritage* » urbanistique. Les Jeux s'intitulent « *Paris 2024* », profitent au rayonnement de la capitale. Mais par les

quartiers qu'ils vont créer, à Saint-Denis et Dugny (Seine-Saint-Denis), ils vont accentuer la densification de zones déjà saturées de pollutions et de béton.



Sur la ZAD du triangle de Gonesse, le 7 février 2021 (JL).

Le monde paysan voit partir chaque année des milliers d'hectares à l'agrandissement d'exploitations agricoles déjà trop vastes pour échapper au productivisme. L'agriculture biologique ne représente que 10 % de la surface agricole en France. La financiarisation du foncier agricole et l'essor des méthaneurs éloignent toujours plus la culture des terres de l'activité vivrière, au profit de fermes et champs transformés en véritables usines. Or ces lobbies ont l'oreille du pouvoir politique, comme en témoigne la parution le 6 février de l'arrêté gouvernemental autorisant la mise sur le marché et l'utilisation de semences de betteraves à sucre enrobées d'insecticides néonicotinoïdes.

Face à ces contradictions entre les discours et les actes des institutions, ces mobilisations défendent un réalisme exigeant, qui ne craint pas d'emprunter des formes contestataires. Parmi eux, on retrouve beaucoup de jeunes qui ont marché pour le climat en 2018 et 2019, dans le sillage de Greta Thunberg. Ils et elles se disent désabusé-e-s par les mensonges et les entourloupes des ministres et du chef de l'État, qui présentent cette semaine une loi climatique au rabais par rapport aux demandes de la convention citoyenne pour le climat. Pour cette génération, les banderoles et les slogans en manifs ne suffisent plus. Il leur faut arrêter la machine qui détruit le vivant.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.